



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 juillet 2008  
Français  
Original : anglais

## Soixante-troisième session

Point 92 f) de l'ordre du jour provisoire\*

### Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

## Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport fait le bilan des activités menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique de juillet 2007 à juin 2008.

Cette période a marqué un tournant dans les activités du Centre. Le transfert de son siège dans la région a pris une tournure plus concrète. Le 20 juillet 2007, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Népal ont signé l'accord de siège et un mémorandum d'accord sur le transfert du Centre à Katmandou.

À sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale a unanimement salué la réinstallation à Katmandou du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et prié le Secrétaire général d'accomplir les préparatifs nécessaires à son bon fonctionnement.

En étroite collaboration avec le Gouvernement du Népal, par l'intermédiaire de sa Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies, et avec le concours précieux du Programme des Nations Unies pour le développement au Népal, le Bureau des affaires de désarmement a réussi à terminer les préparatifs en temps voulu, en vue de l'inauguration prévue pour la mi-août 2008.

Après le départ en préretraite du Directeur du Centre, le Service du désarmement régional du Bureau des affaires de désarmement a pris en main la gestion quotidienne du Centre et engagé une campagne active de mobilisation de ressources en présentant ses activités sous un nouveau jour.

\* A/63/150.



Pour répondre à la demande des États Membres et au vu de leurs réactions favorables, le Centre a continué à encourager le dialogue et la coopération dans le domaine du désarmement et de la sécurité dans la région de l'Asie et du Pacifique en organisant des conférences, notamment la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, à Sapporo (Japon), et la Conférence commune sur le désarmement organisée à Séoul par le Bureau des affaires de désarmement et la République de Corée.

Conformément à la résolution 42/39 D de l'Assemblée générale, le Centre a été créé avec les ressources existantes et les contributions volontaires des États Membres et des organisations intéressées. Ces contributions, en particulier les fonds destinés au financement des activités de base, sont donc d'une importance vitale pour le fonctionnement du Centre. Si ces fonds venaient à manquer, le Centre ne pourrait plus garantir la pérennité ni la qualité de ses activités et de ses services.

Le Secrétaire général tient à exprimer sa gratitude au Gouvernement du Népal et aux États qui ont déjà apporté au Centre une contribution financière ou en nature, et rappelle qu'il est d'une importance capitale que les États Membres, en particulier ceux de la région, prennent le plein contrôle du Centre et apportent le soutien nécessaire à son fonctionnement.

## I. Introduction

1. Aux termes de la résolution 42/39 D de l'Assemblée générale, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique est chargé de fournir aux États Membres de la région, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les efforts et les activités qu'ils conviendront d'un commun accord de déployer en vue de mener une action de paix et de désarmement par une utilisation judicieuse des ressources disponibles. Il coordonnera les activités régionales menées dans la région par le Bureau des affaires de désarmement.
2. Conformément à la résolution 42/39 D, le Centre a été créé en utilisant les ressources existantes et les contributions volontaires que les États Membres et les organisations intéressées ont pu verser à cet effet.
3. Aux paragraphes 5 à 8 de la résolution 62/52, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de fournir au Centre régional, dans la limite des ressources disponibles, tout l'appui dont il aurait besoin pour exécuter son programme d'activité; accueilli avec satisfaction la signature de l'accord avec le pays hôte et du memorandum d'accord qui s'y rapporte par le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement et le Représentant permanent du Népal, le 20 juillet 2007, concernant la réinstallation du Centre à Katmandou; prié le Secrétaire général d'accélérer les préparatifs nécessaires en vue de veiller à ce que le Centre opère effectivement à partir de Katmandou dans les six mois et à ce qu'il fonctionne efficacement et de lui présenter, à sa soixante-troisième session, un rapport sur l'application de la résolution.
4. Le présent rapport fait suite à cette demande et couvre les activités du Centre pour la période allant de juillet 2007 à juin 2008. Un état financier du Fonds d'affectation spéciale du Centre pour l'exercice 2006-2007 figure en annexe.

## II. Réinstallation du Centre

5. Le 20 juillet 2007, les Nations Unies et le Gouvernement du Népal ont signé l'accord de siège et un memorandum d'accord sur la réinstallation du Centre à Katmandou, ce qui couronnait un long processus. L'éloignement physique et l'insuffisance des contributions volontaires ont empêché le Centre d'exécuter sa mission dans de bonnes conditions.
6. Dans cette région étendue et contrastée, où la sécurité et le désarmement posent de nombreux problèmes, le Centre sera mieux à même de répondre aux besoins des 43 pays qu'il représente s'il opère de l'intérieur. Depuis le départ anticipé à la retraite de son directeur, en mars 2008, le Service du désarmement régional du Bureau des affaires de désarmement a pris en charge la gestion quotidienne du Centre et a accéléré les préparatifs nécessaires à sa réinstallation afin d'assurer la continuité de ses activités et une transition sans heurts de New York à Katmandou. De nouvelles idées de projets financés par des ressources extrabudgétaires ont été lancées et une campagne active de mobilisation de ressources a été menée, afin de doter le Centre des moyens accrus pour mener à bien son mandat dans la région.

## **A. Nouvelles idées de projets**

7. Pendant la période considérée, trois nouveaux projets ont été proposés. Ils visent respectivement à renforcer les capacités du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique; à resserrer les liens de coopération internationaux et régionaux en vue de prévenir, combattre et éliminer le courtage illicite des armes de petit calibre et des armes légères dans la région et susciter, dans les pays d'Asie et du Pacifique, une plus grande participation et la communication de plus d'informations aux instruments des Nations Unies relatifs à la transparence dans le domaine des armements. D'autres projets importants sont en cours d'élaboration, qui visent à doter le Centre de plus de moyens afin qu'il puisse mener à bien le mandat que lui a confié l'Assemblée générale, et à élargir la portée de ses activités afin qu'il réponde mieux aux besoins concrets des pays de la région.

## **B. Consultation informelle sur le transfert du Centre au Népal**

8. En mars 2008, le Bureau des affaires de désarmement a organisé, à New York, une réunion consultative informelle avec des États Membres intéressés, notamment ceux de la région, pour recueillir leur avis sur le transfert du Centre. Quarante et un pays, de la région et d'ailleurs, y ont participé. Le Bureau les a informés de l'état d'avancement des préparatifs, leur a présenté les trois projets évoqués plus haut et a invité les États Membres en mesure de le faire à détacher des experts associés.

9. Au cours de cette consultation, présidée par le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, plusieurs intervenants ont répondu à l'appel à contributions volontaires lancé par le Bureau et annoncé la volonté de leurs gouvernements respectifs à apporter un soutien financier au Centre.

## **C. Progrès accomplis en ce qui concerne le transfert du Centre au Népal**

10. Au cours de la période examinée, avec le concours du Gouvernement du Népal et du bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le développement au Népal et en étroite collaboration avec eux, le Bureau a engagé d'intenses préparatifs en vue de la réinstallation du Centre au Népal. Son inauguration est prévue pour la mi-août 2008 à Katmandou.

## **III. Activités du Centre**

11. Pour répondre à la demande des États Membres et au vu de leurs réactions favorables, le Centre continue à encourager le dialogue à l'échelon régional et sous-régional en vue du désarmement et de la sécurité dans la région en organisant, sous l'égide des Nations Unies, des conférences et des réunions sur des questions portant sur ces thèmes.

12. Au cours de la période considérée, avec les ressources financières limitées que lui ont versées, à titre de contributions volontaires, les États Membres et d'autres organisations intéressées, le Centre a organisé les conférences décrites ci-après.

## **A. Dix-neuvième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement**

13. Du 27 au 29 août 2007, à Sapporo (Japon), le Centre a organisé, en coopération avec le Gouvernement du Japon, de la ville de Sapporo et de la préfecture de Hokkaido, la dix-neuvième Conférence annuelle des Nations Unies sur les questions de désarmement sur le thème « Nouvelle vision et impulsion nécessaire pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ». Une cinquantaine de participants – venant de gouvernements, d'établissements d'enseignement, de médias, d'organisations internationales et régionales et d'organisations non gouvernementales (ONG) – y ont participé et ont examiné diverses questions, dont la redynamisation du régime de non-prolifération nucléaire et la mise en œuvre équilibrée de ses trois piliers; la nouvelle stratégie à élaborer pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, les moyens de prévenir et de combattre le terrorisme nucléaire ainsi que le marché noir des armes nucléaires et l'application de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Ils ont également abordé des questions de portée plus régionale, notamment sur les essais nucléaires et la prolifération des armes nucléaires.

14. Les intervenants ont abordé librement des questions brûlantes dans les domaines du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et de la sécurité régionale. Ils ont échangé de nombreuses idées, soulignant notamment que la question des armes nucléaires devait passer au premier plan des préoccupations humaines, que les conclusions de la première session du Comité préparatoire constituaient un point de départ prometteur pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, que la Conférence du désarmement pourrait susciter des projets ambitieux en matière de désarmement nucléaire et donner lieu sans tarder à des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, que pour mener à bien le désarmement nucléaire, il fallait procéder avec méthode, par avancées concrètes, et instaurer un climat international de sécurité et de stabilité, et que la coopération internationale et régionale était essentielle pour déjouer la menace du terrorisme nucléaire et empêcher des agents non étatiques d'acquérir des armes nucléaires et des matériels connexes.

## **B. Sixième Conférence commune ONU-République de Corée sur les questions de désarmement et de non-prolifération**

15. En décembre 2007, le Centre a organisé, à Séoul, en collaboration avec le Gouvernement de la République de Corée, la sixième Conférence commune ONU-République de Corée sur les questions de désarmement et de non-prolifération sur le thème « Mener à bien le désarmement et la non-prolifération au XXI<sup>e</sup> siècle : les enjeux actuels ».

16. Une quarantaine de participants – représentants de gouvernements, d'établissements d'enseignement et de recherche et d'organisations internationales et régionales –, pour la plupart originaires de la région de l'Asie et du Pacifique, y ont assisté. Quatre grands thèmes étaient à l'ordre du jour : l'avenir du Traité sur la non-prolifération nucléaire, les mécanismes de désarmement et de non-prolifération,

les dangers de la prolifération des missiles et les initiatives régionales en faveur du désarmement et de la non-prolifération. La Conférence a été le cadre qui a permis de s'engager dans un dialogue intensif au niveau régional sur les questions urgentes du désarmement et de la sécurité. Elle a aidé les États Membres à préparer la Conférence chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Comme dans ses précédentes éditions, la Conférence a aussi été l'occasion d'aborder, dans un cadre multilatéral, le problème des missiles, de leur prolifération notamment.

### **C. Coopération avec les organisations régionales et intergouvernementales et d'autres intervenants**

17. Le Centre a poursuivi sa coopération avec des organisations régionales et intergouvernementales comme le Forum des îles du Pacifique et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ainsi qu'avec des établissements d'enseignement et des ONG de la région de l'Asie et du Pacifique, en les invitant à participer aux réunions qu'il a organisées sur la sécurité et le désarmement. Il a continué à échanger des informations et à communiquer avec eux.

18. Dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Centre a organisé, courant 2007, des réunions informelles avec les États membres de l'ASEAN, les États d'Asie centrale et ceux du Pacifique Sud, pour envisager d'organiser avec eux des ateliers régionaux, afin de les aider à se donner les moyens d'appliquer les recommandations formulées dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

19. Au cours de la période considérée, le Centre a invité des organisations internationales spécialisées dans les questions de désarmement, comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à faire des présentations aux conférences et réunions qu'il a organisées, pour encourager les États de la région à adhérer aux traités de désarmement et à les appliquer dans leur intégralité.

20. Pendant la période examinée, le Centre et le Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique ont poursuivi leur coopération. Le Centre a été invité à faire un exposé sur la non-prolifération nucléaire à la sixième réunion du groupe d'étude du Conseil sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive en Asie et dans le Pacifique qui s'est tenue à Jakarta, du 8 au 10 décembre 2007.

21. Le Centre a fourni des conseils et une assistance technique à la préfecture et à la ville de Nagasaki (Japon) pour l'organisation, le 31 août, du quinzième Colloque des Nations Unies sur le désarmement sur le thème « Un monde exempt d'armes nucléaires ». Pour les personnalités locales, les établissements d'enseignement et le public, ce colloque a été l'occasion de découvrir tout ce qui se faisait et tout ce qui restait à faire dans le domaine du désarmement nucléaire à l'échelon international.

## IV. Effectif et financement

22. Pendant la période considérée, la composition des effectifs du Centre a connu beaucoup de changements. Après le départ à la retraite du Directeur du Centre, en mars 2008, le Service du désarmement régional du Bureau des affaires de désarmement a pris en main les affaires quotidiennes du Centre, y compris les préparatifs de sa réinstallation au Népal (recrutement d'un nouveau directeur et lancement d'une campagne active de mobilisation de ressources pour financer les besoins du Centre). Le recrutement du nouveau directeur sera bientôt terminé. En réponse à l'appel du Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, le Gouvernement suisse a versé une généreuse contribution qui a permis au Centre d'engager, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008, un Coordonnateur spécial des programmes en faveur de la paix et du désarmement en Asie et dans le Pacifique. Le Gouvernement néerlandais, quant à lui, a accepté de financer le détachement d'un expert associé qui prendra ses fonctions en octobre. En application de l'accord avec le pays hôte et du mémorandum d'accord signé entre l'Organisation des Nations Unies et le Népal, ce dernier a financé, dans les délais prévus, le recrutement de quatre membres du personnel local (un assistant administratif, un chauffeur et deux agents de sécurité).

23. Pour pouvoir exécuter sa mission dans de bonnes conditions, le Centre a besoin de s'appuyer sur une équipe professionnelle d'administrateur set d'auxiliaires. C'est d'elle que dépendront l'efficacité et la capacité du Centre à apporter aux États Membres des réponses promptes et adaptées. Le soutien financier des États Membres est donc d'une importance vitale pour que le Centre ait un temps d'avance dans ses activités d'information et puisse élaborer et exécuter des projets concrets adaptés aux particularités des différentes sous-régions. À cet effet, il est essentiel que les États Membres versent des contributions sans affectation particulière afin de renforcer les capacités du Centre.

24. Pendant la période considérée, le Centre a reçu 194 726 dollars au titre de contributions volontaires. Le Secrétaire général tient à cet égard à remercier les Gouvernements du Kazakhstan, du Népal, du Pakistan, de la République de Corée et de la Thaïlande. Il félicite le Gouvernement du Népal, pays hôte, d'avoir effectué, en temps voulu et conformément à l'accord de siège et le mémorandum d'accord, les versements qui ont permis de financer la réinstallation du Centre à Katmandou. La contribution annuelle du pays hôte est essentielle pour que le Centre puisse continuer à fonctionner. Le Secrétaire général tient également à remercier les Gouvernements suisse et néerlandais de leurs généreuses contributions.

25. L'expérience a montré que les contributions volontaires ne suffisaient pas à assurer le fonctionnement du Centre dans la durée. Celui-ci a un besoin urgent de fonds pour financer ses activités de base, et notamment ses dotations en personnel et ses opérations. Les États Membres souhaiteraient peut-être trouver des solutions de nature à permettre au Centre de poursuivre ses travaux et de répondre aux demandes d'assistance technique toujours plus nombreuses et variées des pays de la région.

## V. Conclusions

26. La réinstallation du Centre à Katmandou aura une influence décisive pour ses activités. Dans les limites de ses moyens et dans le cadre de son mandat, le Centre continue à encourager le dialogue régional et sous-régional sur le désarmement et la

sécurité à l'échelon international et régional et s'emploie à créer dans la région un climat de confiance et de coopération dans ce domaine. Le soutien, spécialement financier, que lui apporteront des États Membres permettra au Centre de répondre efficacement aux besoins en matière de sécurité et de désarmement des 43 pays de la région de l'Asie et du Pacifique.

27. Lorsqu'il aura établi un partenariat solide avec les États de la région de l'Asie et du Pacifique et d'autres parties intéressées, le Centre sera le chef de file, à l'échelon régional, de l'action menée sous l'égide des Nations Unies pour le désarmement et la non-prolifération. Il ne pourra cependant y parvenir qu'avec le soutien des États Membres. Outre leur appui politique, les contributions volontaires des États Membres et des organisations intéressées, qui constituent les seules ressources financières du Centre, sont essentielles pour lui assurer un avenir et lui permettre de mener à bien son mandat. Le Secrétaire général invite une fois de plus les États Membres, en particulier ceux de la région de l'Asie et du Pacifique, à poursuivre et à augmenter leur soutien financier au Centre, afin de l'aider à financer ses programmes et ses activités, ses activités de base en particulier, au moment décisif où il s'installe dans la région.



## Annexe

**État du Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique pour l'exercice 2006-2007**

	<i>Dollars É.-U.</i>
I. Solde au 31 décembre 2005	159 700
II. Recettes entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2007	
Contributions volontaires <sup>a</sup>	236 296
Intérêts créanciers	17 171
Recettes diverses	—
<b>Total partiel</b>	<b>413 167</b>
III. Dépenses	
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2007	99 896
Appui au programme	13 535
<b>Total partiel</b>	<b>113 431</b>
IV. Solde au 31 décembre	299 736

*Remarque* : Ces informations sont tirées de l'état financier du Centre pour l'exercice 2006-2007 prenant fin le 31 décembre 2007. Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008, de nouvelles contributions ont été versées, pour un total de 306 838 dollars, par l'Autriche (154 760 dollars), la Chine (20 000 dollars), l'Indonésie (9 982 dollars), le Népal (54 153 dollars), le Pakistan (4 943 dollars), la Thaïlande (3 000 dollars) et la Turquie (60 000 dollars).

<sup>a</sup> 2006 : Chine (10 000 dollars), Kazakhstan (20 000 dollars), Pakistan (5 870 dollars) et Thaïlande (3 000 dollars).

2007 : Kazakhstan (10 000 dollars), Népal (159 426 dollars), Pakistan (5 000 dollars), République de Corée (20 000 dollars) et Thaïlande (3 000 dollars).